



Extension sans frais de l'étude sur les tendances et moteurs

Adopté par courriel le 10 janvier 2022

EB.2022.01

Considérant

- La décision EB.2020.07 du Conseil d'administration qui a approuvé le 23 juin 2020 le projet intitulé "Évaluation de la déforestation et de la dégradation des forêts et des facteurs directs connexes" avec un budget total de 1,2 million de dollars US pour une mise en œuvre par la FAO.
- La lettre de la FAO datée du 13 décembre 2021 demandant une extension du calendrier du projet jusqu'au 31 août 2022 pour faire face à des développements imprévus.
- L'approbation de cette extension par le Comité de pilotage du projet.

Le Conseil d'administration (CA)

- Remercie la FAO pour les deux sessions d'information spéciales organisées avec le Conseil d'administration de CAFI en novembre et décembre 2021, qui soulignent l'importance stratégique du projet pour CAFI.
- Note avec plaisir la transparence offerte par le site web du projet
- Accepte la prolongation sans frais jusqu'au 31 août 2022
- Demande à la FAO de veiller à ce que l'analyse des informations et des données acquises au cours de la première phase du projet soit rapidement finalisée et partagée avec le Conseil d'administration et les pays partenaires, notamment afin d'alimenter le cadre de programmation en RDC, en particulier :
 - Estimation des surfaces annuelles de déforestation et de dégradation en RDC (et dans chaque province de la RDC si possible) à la mi-janvier 2022 et dans les autres pays partenaires rapidement
 - Une carte interactive des points chauds de déforestation et de la dégradation d'ici la mi-janvier 2022
 - Un premier document avec une analyse des moteurs au niveau régional et par pays d'ici fin janvier 2022.

- Considérant la valeur potentielle des études socio-économiques qui seront entreprises dans les sites pilotes
 - Recommande que la FAO, lors de l'élaboration de cette méthodologie, veille à ce qu'elle contienne un questionnaire d'enquête standard, un guide méthodologique et des outils standard pour mettre en œuvre et analyser les données.
 - Demande à la FAO d'explorer et de présenter les moyens de mobiliser les partenaires institutionnels pour développer cette méthodologie socio-économique reproductible.
 - Demande à la FAO de veiller à ce que les études socio-économiques comprennent des informations spécifiques sur le genre, les groupes marginalisés et les populations autochtones, par exemple par le biais d'enquêtes sur les ménages ventilées par le genre, de discussions de groupe ventilées par genre et d'autres méthodes similaires.